

Sommaire :

Table des matières

COMMUNE DE MOY DE L' AISNE	2
1ère MODIFICATION.....	2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME.....	2
NOTE DE PRESENTATION	2
 I LE PLAN LOCAL D'URBANISME : PROCEDURE ET EVOLUTION	2
 II LA PROCEDURE DE MODIFICATION : CADRE LEGISLATIF	2
 III LES RAISONS DE LA MODIFICATION.....	5
1. Le plan des risques technologiques CITRA ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral en 2011 et pouvant faire l'objet d'autres mises à jour.	5
2. La modification concerne l'assouplissement des possibilités de construire en zone A et N suivant le nouvel article L.153-12 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance de septembre 2015.....	5
3. Modification de l'emplacement réservé n°1	7
4.L'emplacement réservé n°2 « du lieu-dit la grande couture» nécessite une modification pour répondre à un besoin de création d'une maison de santé garantissant à tous les malades et usagers, à proximité de leur lieu de vie ou de travail, dans la continuité, l'accès à des soins».	9
5. D'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUb : l'exposé des motifs et utilité de cette ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal.....	10

COMMUNE DE MOY DE L' AISNE

1ère MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

NOTE DE PRESENTATION

I LE PLAN LOCAL D'URBANISME : PROCEDURE ET EVOLUTION

Le plan local d'urbanisme de la commune de Moy-de-l'Aisne a été approuvé par délibération du conseil municipal le 30 Avril 2010.

II LA PROCEDURE DE MODIFICATION : CADRE LEGISLATIF

Ce document peut être adapté, tant qu'il n'est pas nécessaire de le réviser.

Article L153-36

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article [L. 153-31](#), le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-37

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L153-38

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Article L153-40

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#).

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L153-41

- Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 97 \(V\)](#)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article [L. 131-9](#) du présent code.

Article L153-43

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L153-44

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles [L. 153-23 à L. 153-26](#).

Article L153-23

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme porte sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, il est exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles [L. 2131-1](#) et [L. 2131-2](#) du code général des collectivités territoriales.

Article L153-24

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme porte sur un territoire qui n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, ou lorsqu'il comporte des dispositions tenant lieu de programme local de l'habitat, il est publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles [L. 2131-1](#) et [L. 2131-2](#) du code général des collectivités territoriales.

Il devient exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat.

Association dans le cadre de la modification

Article L132-7

- Modifié par [LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 4](#)

L'Etat, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'[article L. 1231-1 du code des transports](#), les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat, les collectivités territoriales ou les établissements publics mentionnés à l'article L. 312-3 du présent code, les établissements publics chargés d'une opération d'intérêt national ainsi que les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V.

Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture et, dans les communes littorales au sens de l'[article L. 321-2 du code de l'environnement](#), des sections régionales de la conchyliculture. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.

Article L132-9

- Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme sont également associés, dans les mêmes conditions :

- 1° Les syndicats d'agglomération nouvelle ;
- 2° L'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma ;
- 3° Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.

III LES RAISONS DE LA MODIFICATION

Monsieur le Maire et les membres du conseil municipal ont présenté les raisons de la modification. Elles concernent plusieurs points du PLU qui ne remettent pas en cause les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, cette procédure ne réduit pas un espace boisé classé, ni une zone naturelle ou agricole, elle ne réduit pas une protection édictée.

Les raisons pour engager cette procédure de modification concerne 5 points exposés ci-dessous :

1. Le plan des risques technologiques CITRA ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral en 2011 et pouvant faire l'objet d'autres mises à jour.

Il est préférable pour la bonne lisibilité du dossier de PLU de ne pas faire figurer le tracé des zones de dangers générés par la société CITRA sur le plan de zonage du PLU.

Les zones de dangers sont reportées en servitude « risque technologique » en annexe du présent PLU selon l'arrêté de Monsieur le Préfet du avril 2011 (porter à connaissance annexé à l'arrêté du 5 avril 2011 réglementait la société CITRA).

2. La modification concerne l'assouplissement des possibilités de construire en zone A et N suivant le nouvel article L.153-12 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance de septembre 2015

Article L151-12 En savoir plus sur cet article...

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime

Il s'agit d'une adaptation du PLU pour tenir compte des évolutions du code de l'urbanisme. Cette adaptation est cohérente compte tenu de l'existant et des choix du législateur sur cette possibilité offerte en zone A et N.

Cet ajout ne concerne que le règlement, sans que le zonage des zones A et N en soit modifié.

Le règlement ajoute donc, en fonction de cette possibilité de permettre les extensions et les annexes des constructions à usage d'habitation existantes :

en zone A :

Article A 2 :

- Les extensions et des annexes des constructions à usage d'habitation dans la mesure où elles ne compromettent pas l'activité agricole ni la qualité paysagère du site.

En article A 6 :

Les extensions, aménagements des constructions d'habitations existantes et annexes (à la construction d'habitation) doivent être implantées :

- soit en alignement dans la mesure d'une bonne intégration paysagère
- soit à 3 mètres minimum de la voie et emprise publique

En article A 7 :

Les extensions, aménagements des constructions d'habitations existantes et annexes (à la construction d'habitation) doivent être implantées :

- soit en limites séparatives
- soit à 3 mètres minimum des limites séparatives

En zone N :

Article N2 :

- Les extensions et des annexes des constructions à usage d'habitation dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt des lieux et dans la mesure de prise en compte des risques (ruissellement, inondation, coulée de boues, affaissement de terrain, sol à hydromorphie plus ou moins marquée ...)

Article N6 :

Les extensions, aménagements des constructions d'habitations existantes et annexes (à la construction d'habitation) doivent être implantées :

- soit en alignement dans la mesure d'une bonne intégration paysagère
- soit à 3 mètres minimum de la voie et emprise publique

Article N7 :

Les extensions, aménagements des constructions d'habitations existantes et annexes (à la construction d'habitation) doivent être implantées :

- soit en alignement dans la mesure d'une bonne intégration paysagère

- soit à 3 mètres minimum de la voie et emprise publique

3. Modification de l'emplacement réservé n°1

L'emplacement réservé n°1 doit être modifié pour les raisons suivantes :

3.1. L'actualisation des besoins liés au collège. Il est nécessaire de retirer la sente de l'emplacement réservé n°1 qui devait être prévue au nord-est du collège car la configuration des terrains et la réalité des besoins du collège ne permettent pas sa réalisation. Cela rend donc nécessaire la modification de l'emplacement réservé n°1 (retrait de la sente de l'emplacement réservé). Ce retrait de la sente de l'emplacement réservé N°1 nécessite la modification de l'orientation d'aménagement (retrait de la sente sur l'orientation d'aménagement).

La parcelle concernée par la prévision de sente était la parcelle 521 (Nord du collège Nord-Est) et son prolongement représentant 400 m².

3.2. L'actualisation et la légère modification de l'emplacement réservé n°1, en prenant en compte :

- l'acquisition communale d'une parcelle
- et les besoins locaux liés à la présence de jardins offrant un cadre de vie agréable.

L'acquisition par la commune d'une parcelle

Parcelle acquise par la commune : 580

Cette parcelle appartenant à la commune, il n'est plus nécessaire de l'inscrire en emplacement réservé.

Environ 1900 m² ont été acquis par la municipalité pour assurer les entrée et sortie sur la zone 1AUa.

Les besoins locaux liés à la présence de jardins offrant un cadre de vie agréable.

Ces jardins ne seront plus inclus à l'emplacement réservé n°1 car ils ne sont pas indispensables à la réalisation du programme de logements mais pourraient, à terme, être constructibles en zone à urbaniser, si les propriétaires ne souhaitent plus entretenir et cultiver leur jardin.

Ces jardins ne sont plus nécessaires à l'opération projetée en emplacement réservé, cependant ils sont maintenus en zone à urbaniser pour permettre une densification, à court ou moyen terme.

L'objectif de la municipalité en retirant ces jardins de l'emplacement réservé est de :

- tenir compte de l'évolution actuelle en jardin cultivé et vergers
- Prendre en compte l'acquisition de l'entrée et sortie à la zone à urbaniser par la commune
- Prendre en compte la réalité actuelle des besoins pour la bonne réalisation de l'opération projetée par l'emplacement réservé.
- Prendre en compte le morcellement des jardins et leur utilisation actuelle
- Prendre en compte les finances locales

L'ensemble de l'emplacement réservé n°1 en tenant compte de ce retrait, est suffisant pour les besoins du projet de réalisation d'un programme de logements.

Les jardins correspondent à la parcelle : 628 (environ 3200 m²)

Cela ne compromet pas le projet et répond à une réalité locale actuelle et à la prise en compte et l'actualisation des besoins et des finances publiques.



L'ER1 représente, après la modification une superficie de 1 ha 22 a 40 ca.

Déoulant de cette réduction de l'emplacement réservé n°1 pour tenir compte d'une actualisation du projet, la désignation de l'opération ne reprend pas la liaison urbaine (la liaison étant déjà acquise par la municipalité pour les besoins de la réalisation de la zone).

L'ensemble de cette modification entraine une modification de l'orientation d'aménagement de ce secteur, sans toutefois remettre en cause les objectifs du Projet d'aménagement et de développement durable.

3.3 Les modifications de l'emplacement réservé n°1 :

Réduction de l'emplacement réservé n°1 dans la présente modification

Avant modification	Après modification
	
Désignation de l'opération : En vue de la réalisation de programme de logements pour assurer la mixité sociale, d'un accès et d'une sente assurant une liaison urbaine	Désignation de l'opération : En vue de la réalisation de programme de logements pour assurer la mixité sociale
Surface : 1 ha 77 a 67 ca	Surface 1 ha 22 a 40 ca

4.L'emplacement réservé n°2 « du lieu-dit la grande couture» nécessite une modification pour répondre à un besoin de création d'une maison de santé garantissant à tous les malades et usagers, à proximité de leur lieu de vie ou de travail, dans la continuité, l'accès à des soins».

La maison de santé est un projet de la communauté de communes, et un intérêt général pour tous les habitants et les habitants des villages voisins.

Il s'agit de modifier une partie de la désignation de l'opération de l'emplacement réservé n°2 compte tenu de :

- la nécessité de réaliser une maison de santé pour les besoins de tous les habitants, et des habitants des communes voisines (projet de la communauté de communes et de la commune)
- et l'absence de nécessité de crèche et terrains de jeux pour enfants dans ce secteur de la grande couture compte tenu des besoins et demandes actuels des habitants,
- L'actualisation du projet pour tenir compte des besoins en surface de la maison de santé,
- L'actualisation du projet pour prendre en compte le lotissement réalisé récemment (et reporté sur le plan de zonage à la demande de la mairie) sur la zone 1AUb qui inclut une voirie suffisante pour desservir la zone.

La modification concerne donc :

- le retrait du projet de crèche et de terrains de jeux (qui lui sont liés) de l'emplacement réservé n°2

A la place de l'ancien projet de crèche et de terrains de jeux qui devaient l'accompagner, une maison de santé s'avère indispensable (projet en cours par la communauté de communes et la commune de Moÿ de l'Aisne).

La crèche n'est pas prévue par la communauté de communes à ce jour, et pourrait, a terme, être réalisée dans une zone 1AU sans pour autant nécessiter un emplacement réservé.

- L'actualisation du projet avec remplacement dans la désignation de l'opération de la « création d'une voie d'accès à la zone 1AUb » par « création d'une liaison douce à la zone 1AUb »

La désignation de l'opération de l'emplacement réservé n°2 retient :

« La réalisation du parc naturel, la maison de santé, les places de stationnement, les sentes et la création d'une liaison douce à la zone 1AUb »

Cette modification entraîne une transformation de l'orientation d'aménagement de ce secteur pour tenir compte de ce projet de maison de santé.

Une voie d'accès à la zone 1AUb a déjà été réalisée dans le lotissement de la zone 1AUb et se localise dans le prolongement de la rue existante. Le lotissement a été réalisé sur la partie est de l'emplacement réservé avec une voie permettant de ne pas nécessiter une nouvelle voie d'accès dans le prolongement de la rue Saussier Marchandise.

Cette adaptation de l'orientation d'aménagement du lieu-dit « La grande couture » respecte les principes de maillage urbain et maillage doux.

- Les modifications de l'emplacement réservé n°2 :
Modification d'objet de l'emplacement réservé n°2 :

Avant modification	Après modification
Désignation de l'opération : Parc naturel, crèche, terrain de jeux pour enfants, places de stationnement, sentes et création d'une voie d'accès à la zone AUb	Désignation de l'opération : Parc naturel, maison de santé, places de stationnement, sentes, et création d'une liaison douce à la zone AUb
Surface : 1 ha 06 a 82 ca	Surface : 1 ha 06 a 82 ca Surface identique à l'approbation du PLU – dossier d'élaboration du PLU

5. D'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUb : l'exposé des motifs et utilité de cette ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal.

Utilité de cette ouverture à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUb :
L'utilité est de deux ordres, l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées, et la faisabilité opérationnelle.

Par rapport à la logique urbaine de la zone à urbaniser : une nécessité d'intégration de cette zone 2AU car ce secteur serait enclavé dans l'urbanisation future si il n'était pas prévu en urbanisation future.

Il s'agit d'un cœur d'îlot en espace constructible et prochainement construit, à court ou à moyen terme.

Sa situation entre le talus végétalisé et entourée de zone à urbaniser 1AUb nécessite une mise en urbanisation, sa mise en culture serait rendue particulièrement difficile dans un espace voué à être urbaniser.

La zone 1AUb a fait l'objet depuis l'approbation du PLU d'une première tranche urbanisée, qui représente environ 25 constructions.

La tranche des travaux réalisés, et la prochaine en cours de réflexion actuellement permettront la desserte de cette zone 2AU par un système d'assainissement et de réseaux d'eau potable à court terme (source Mairie).

Au regard, des besoins en nouveaux habitants de Moÿ de l'Aisne, des équipements existants notamment, écoles, collège, maison de santé (prochainement), des commerces et services de ce centre bourg, il est important de permettre la réalisation d'une zone d'urbanisation prévue au PLU afin de garantir la durabilité de ces équipements, commerces et services.

La zone 2AU transformée en zone 1AUb représente 1 ha 45 a.

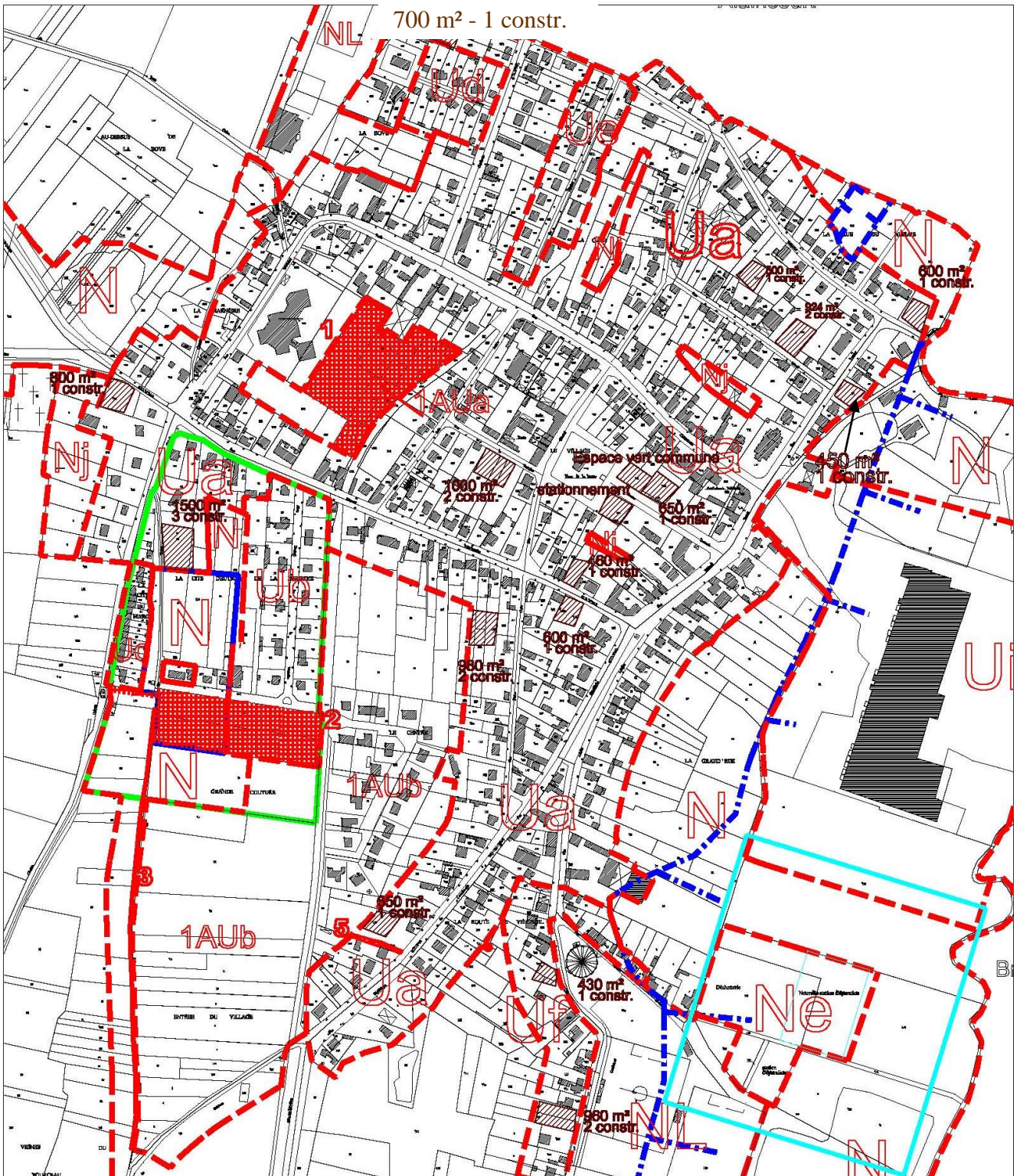
L'orientation d'aménagement de la zone d'urbanisation du lieu-dit la grande couture retient notamment : la réalisation d'un mail piétonnier avec végétalisation, la conservation de jardins

et création de jardins qui représentent une impossibilité de bâtir en construction d'habitation (au nord du lotissement réalisé récemment, il s'agit de jardins à préserver, le long du terrain de captage également).

Ainsi, la réalité des possibilités de construire, restant possibles, en habitation de la nouvelle zone 1AUb (incluant la transformation de la zone 2AU en 1AUb) est estimée à 4 ha 40 a ce qui est cohérent par rapport aux besoins de ce centre-bourg.

5.1 Analyse des dents creuses, du renouvellement urbain et des friches

Analyse des dents creuses



Les dents creuses correspondent essentiellement à de grandes propriétés et des jardins privatifs avec une forte rétention foncière de l'ordre de 40 %. Ce sont des jardins privatifs, bien entretenus, de belles propriétés.

Les dents creuses représentent 20 possibilités de construire. En appliquant 40% de rétention foncière cela représente : 12 possibilités de construire.

Aucun renouvellement urbain n'est possible compte tenu de l'occupation actuelle et des réhabilitations déjà réalisées – confère rapport d'élaboration du PLU - Ancienne gendarmerie...(source mairie).

Les friches :

Une analyse détaillée a été réalisée à l'occasion de l'approbation du PLU, faisant apparaître une friche de l'ancienne sucrerie, celle-ci a donc permis l'implantation de Citra sur l'ensemble de cette friche et la résorption de friche industrielle.

Plus aucune friche ne subsiste sur le territoire communal (source mairie).

Conclusion :

L'ensemble de ces possibilités de l'existant, ne font apparaître que 12 constructions à moyen terme. Celles-ci, depuis 9 ans (élaboration du PLU), n'ont pas été construites. Aucune volonté de bâtir n'a été recensée sur l'ensemble de ces dents creuses.

Il semble possible que, à l'horizon de 9 ans, aucune dent creuse ne soient construite (au regard de la rétrospective de leur évolution depuis 9 ans)

Cette analyse fait apparaître la nécessité de prévoir des zones à urbaniser cohérentes et répondant au besoin du centre-bourg de Moÿ de l'Aisne.

Compte tenu de ces transformations énumérées ci-dessus, il est nécessaire de revoir le rapport de présentation notamment les pages 153 à 158, p184 et 185 à 190, puis les pages 219 et 193

5.2 Impact sur l'environnement

Le dossier d'approbation du PLU expose les impacts sur l'environnement (p223 et suivantes du rapport de présentation de l'approbation du PLU), et précisent que le PLU n'aura pas d'impact sur l'environnement (confère rapport de présentation du PLU, élaboration).

La très légère transformation des emplacements réservés n°1 et n°2, n'entraîne pas d'impact sur l'environnement, ces emplacements réservés ayant été, de plus, réduits en partie.

Sur la transformation de la zone 2AU en 1AU :

Celle-ci n'est pas concernée par un plan de prévention des risques inondation, elle se localise sur un léger promontoire, et aucune inondation, coulée de boue, ou autre risque n'est recensé sur cette zone (source : Servitudes d'utilité publique, et connaissances des élus locaux et agriculteurs lors de l'enquête agricole).

Cette zone est cohérente puisqu'elle aurait été enclavée par l'urbanisation de la zone 1AU donc difficilement cultivable.

Ce secteur est un terrain cultivé, sans aucun arbre ou arbuste. Il ne correspond pas à une pâture. Il s'agit de culture céréalière de code Eunis II-1.

Sur les zones à risque : confère pages 158 et suivantes du rapport de présentation – approbation du PLU (dossier d'élaboration du PLU – 2009)

Sur la ressource en eau :

Le captage a fait l'objet d'une protection particulière (confère p158 du rapport de présentation – élaboration du PLU).

Le périmètre rapproché fait l'objet d'un zonage spécifique de zone naturelle.

Le périmètre éloigné dispose également d'une mesure de protection assurant un équilibre entre la protection de la ressource en eau et le développement de l'urbanisation par la mise en place de zone naturelle. Il conviendra d'y ajouter une action spécifique de la municipalité pour que les rejets puissent être évités et les polluants non autorisés.

Le zonage d'assainissement collectif est obligatoire pour évacuer les eaux usées (règlement du PLU de la zone 1AU).

Le zonage d'assainissement collectif (pièce 7 annexe sanitaire et notice – Plu approuvé) fait apparaître les zones 1AU en zonage d'assainissement collectif.

La déclaration d'utilité publique du captage est jointe à la pièce n°6 servitude d'utilité publique captage, et précise le règlement adopté dans le périmètre éloigné du captage. L'élaboration du PLU n'a fait l'objet d'aucune remarque sur ce point par la DDAF au moment de l'élaboration du PLU.

Le règlement précise en page 21 que le secteur 1AUb est en partie concerné par le périmètre éloigné de la protection des eaux potables et minérales.

Lors d'une réunion de PLU, un représentant de la DDAF est venu préciser qu'il est nécessaire que ce secteur soit en zonage d'assainissement collectif, ce qui est porté dans le dossier du PLU.

Le terrain cultivé initial étant non souhaitable sur ce secteur, s'il n'est pas sans pesticide ni nitrate.

Conclusion :

La présente modification n'entraîne pas d'impact sur l'environnement suivant les données disponibles actuellement, et les sources locales.

Cette modification ne fait pas l'objet d'une étude Natura 2000 (source MRAE)

5.3. Les modifications de zonage : D'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUb

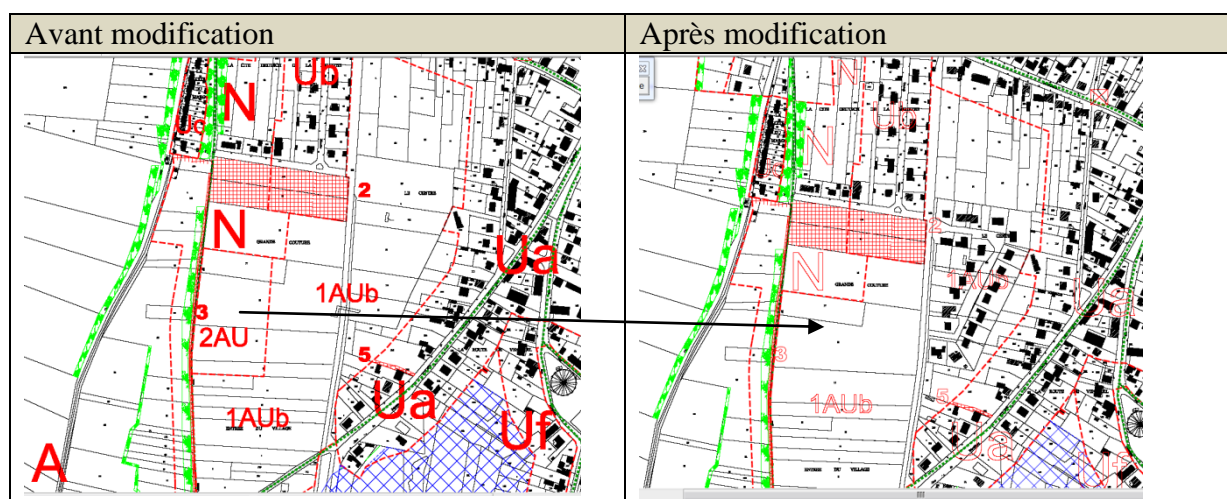


TABLEAU SYNOPTIQUE

